

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Quatrième trimestre 2024

La Polynésie française a bouclé l'année 2024 sur une note globalement positive. L'indicateur du climat des affaires a progressé et est resté au-dessus de sa moyenne de longue période tout au long de l'année, traduisant le bon moral des chefs d'entreprises et la bonne santé de l'économie. Les prix à la consommation ont enregistré une hausse modérée, tandis que l'emploi salarié marchand a continué de croître, soutenu par le secteur tertiaire. Plus généralement, une volonté d'investissement des entreprises semble se dessiner pour 2025, qui devrait stimuler davantage l'activité économique.

L'ICA a clôturé l'exercice 2024 en hausse

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui évolue au-dessus de sa moyenne de longue période tout au long des années post-Covid, illustre la vigueur de la croissance en Polynésie française.

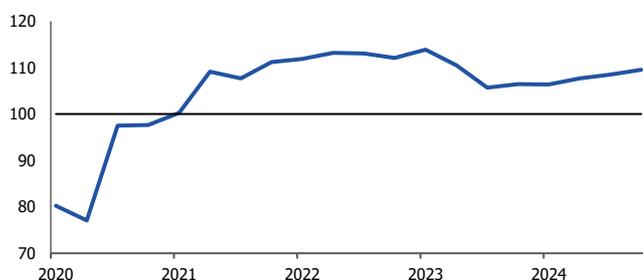
Au dernier trimestre 2024, il s'est établi à 109,5, un point au-dessus de son niveau du trimestre précédent. Son évolution sur les derniers mois de l'année tient principalement à sa composante passée.

Selon les entreprises interrogées pour l'enquête du quatrième trimestre 2024, l'activité s'est avérée porteuse. Elles ont donc dû recourir à des embauches, ce qui a pesé sur leurs charges d'exploitation en fin d'année. Elles ont néanmoins conservé une situation de trésorerie correcte, confortée par la régularité des paiements de leur clientèle.

À l'aube de la nouvelle année, elles escomptent un courant d'affaires dynamique et pensent poursuivre la consolidation de leurs effectifs.

Indicateur du climat des affaires (ICA)

(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

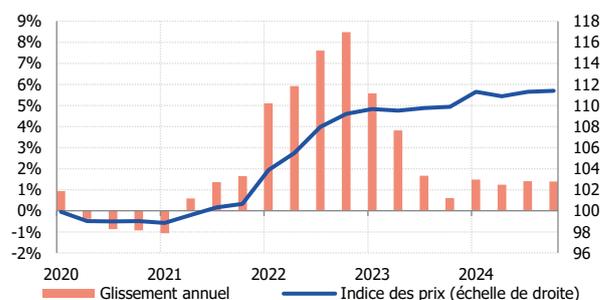
Une hausse contenue des prix à la consommation

En décembre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de +1,4 % en glissement annuel.

Les plus importants contributeurs à la tendance ont été les assurances et autres biens et services (+6,4 %), les dépenses liées au logement (+2,4 %), l'hôtellerie-restauration (+2,4 %) et les transports (+1,1 %).

Pour leur part, les prix des produits alimentaires se sont stabilisés (+0,1 %) tandis que ceux des communications (-6,4 %) et de l'habillement (-5,5 %) ont continué de baisser.

Indice des prix à la consommation



Source : ISPF

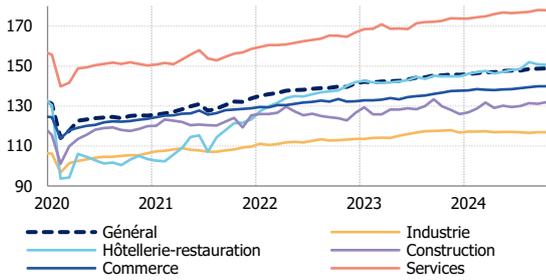
© IEOM

Une bonne orientation de l'emploi

Sur les trois derniers mois de l'année passée, l'indice de l'emploi salarié marchand croît de 2,4% en glissement annuel, porté par le secteur tertiaire : hôtellerie-restauration (+4,1 %), commerce (+2,4 %) et autres services (+3,0 %). Dans le secondaire, l'indice de la construction affiche +1,6 %, tandis qu'il se contracte de -0,6 % dans l'industrie.

Selon les chefs d'entreprise du panel de l'enquête de conjoncture de l'IEOM qui semblent prêts à poursuivre leurs embauches, le marché de l'emploi devrait conserver son dynamisme au premier trimestre 2025.

Indice de l'emploi salarié (Indice 100 - janvier 2000)



Sources : CPS, ISPF

© IEOM

La consommation des ménages stimulée

Au quatrième trimestre 2024, les dirigeants dans le commerce font état d'une stabilité de leur activité par rapport au trimestre précédent. Parallèlement, la production de prêts à la consommation a crû de 12,6 % en glissement annuel durant le dernier trimestre, atteignant 56,4 milliards XPF sur l'exercice, soit une hausse de 8,4 % par rapport à 2023 (52,1 milliards XPF).

Pour le premier trimestre 2025, les commerçants s'attendent à un tassement de leur volume d'affaires et à une stabilisation de leurs prix de vente, laquelle ne devrait cependant pas empêcher l'amélioration de leur situation de trésorerie selon eux.

Production de prêts à la consommation



Source : IEOM - SURFI

© IEOM

Investissements : déclin temporaire au T4, relance attendue en 2025

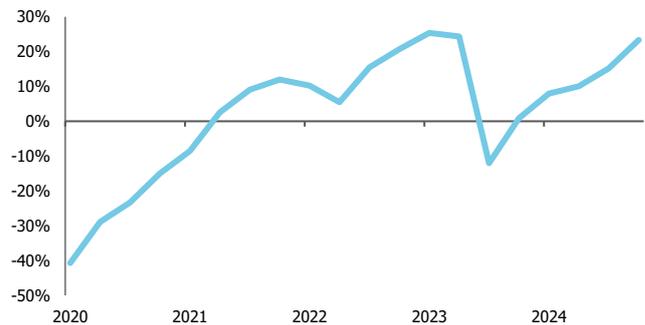
L'analyse de l'enquête de conjoncture de l'IEOM du quatrième trimestre 2024 montre que les chefs d'entreprise interrogés souhaitent investir à l'horizon d'un an.

Pour autant, la production de crédits à l'équipement des entreprises a atteint 12,3 milliards XPF au quatrième trimestre, enregistrant une diminution de 17,3 % en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année 2024, la production de ces crédits s'élève à 38 milliards XPF, soit une contraction de 35,1 % par rapport à une année 2023 exceptionnelle (58,6 milliards XPF) et une légère hausse de 3,2 % par rapport à 2022 (36,8 milliards XPF).

L'investissement des ménages demeure léthargique, comme en témoigne la contraction de la production de crédits à l'habitat, avec une baisse de 8,4 % en glissement annuel sur les trois derniers mois de 2024. Sur l'ensemble de l'année, cette production atteint seulement 28,9 milliards XPF, en repli de 20,3 % par rapport à 2023 (36,3 milliards XPF). Le marché immobilier résidentiel continue d'être entravé par la faible disponibilité du foncier, des coûts d'acquisition élevés et des taux d'intérêt qui tardent à baisser. Au quatrième trimestre 2024, le taux moyen pondéré des crédits immobiliers ressort à 3,57 %, supérieur à son niveau de fin 2023 (3,41 %).

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an

(Solde d'opinions, CVS)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

Un trimestre assez correct pour l'ensemble des secteurs

Tourisme en 2024 : un nouveau record annuel

En 2024, la Polynésie française a accueilli 2 000 touristes de plus que l'année précédente (263 800 contre 261 800 en 2023, précédente année record), parmi lesquels 52 100 croisiéristes (+18,9 % sur l'année), soit un touriste sur cinq.

Au dernier trimestre, la fréquentation touristique s'est établie à 67 100, en hausse de 1 % en glissement annuel, grâce à la croisière qui a attiré 12 800 adeptes sur les trois derniers mois de 2024, soit +10,8 % par rapport à l'année précédente (11 600 au quatrième trimestre 2023).

La plupart des marchés émetteurs de la Polynésie française ont progressé sur la période. Seule la clientèle américaine, qui représente 4 touristes sur 10 en Polynésie française, a diminué (-5,4 % en glissement annuel). La baisse de ce marché particulièrement rémunérateur constitue sans doute un point d'attention.

Fréquentation touristique
(nombre de touristes par trimestre cumulé)



Source : ISPF

© IEOM

Affectée par le repli de la clientèle américaine, l'hôtellerie a déploré un recul de son activité sur les trois derniers mois de 2024. En diminution sur les derniers mois de l'année, le coefficient moyen de remplissage des établissements a plafonné à 54,2 % en décembre, 7,6 points en dessous de son niveau de décembre 2023. Si le revenu moyen par chambre louée est ressorti en baisse de plus de 5 % (66 000 XPF contre 69 800 XPF en décembre 2023), le revenu moyen par chambre disponible a subi une forte diminution en glissement annuel (-17 % à 35 800 XPF).

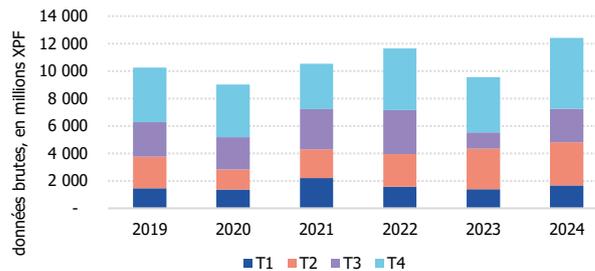
À l'orée de 2025, les hôteliers interrogés par l'IEOM s'attendent à une stabilisation de leur courant d'affaires. Ils envisagent donc d'ajuster légèrement leurs tarifs à la baisse, sans pour autant craindre pour leur trésorerie. L'appétence des hôteliers pour l'investissement reste bridée, suite aux incertitudes générées par la refonte des dispositifs de défiscalisation locale entamée fin 2023.

Le dynamisme du secteur secondaire sur la fin d'année

Les chefs d'entreprise du secteur secondaire (BTP, industrie) ont connu une fin d'année satisfaisante : un chiffre d'affaires en hausse, qui a nécessité de la main d'œuvre supplémentaire, et une situation de trésorerie favorable.

Les travaux publics, pour leur part, ont été soutenus par l'accélération des liquidations de dépenses par la direction de l'Équipement, +28 % en glissement annuel au dernier trimestre 2024. Sur l'ensemble de l'année, elles ont augmenté de 30 % (12,4 milliards XPF après 9,6 milliards en 2023).

Dépenses liquidées par la direction de l'Équipement



Source : direction de l'Équipement

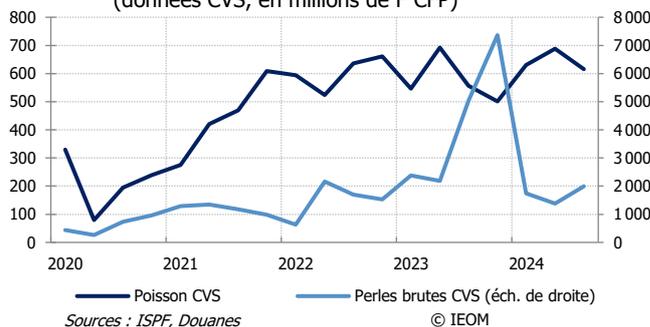
© IEOM

Pour le début de 2025, les dirigeants de l'industrie comptent sur une prolongation de la tendance positive observée en fin d'année. A contrario, l'optimisme est moins de mise dans le BTP qui anticipe une stagnation de l'activité qui pourrait inciter les entreprises à limiter leurs investissements.

Le secteur primaire en demi-teinte

Selon l'enquête d'opinion de l'IEOM, les chefs d'entreprises du secteur primaire ont perçu le dernier trimestre 2024 de manière mitigée, oscillant entre stagnation et ralentissement. Confrontés à cette situation, ils ont été tentés de réduire leurs prix pour stimuler la demande, impactant ainsi leur trésorerie. Pour le premier trimestre 2025, ils prévoient une continuité de cette tendance, avec des investissements relativement modestes.

Exportations du secteur primaire
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes

© IEOM

La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des situations contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a atteint 0,3 % au T4 2024, après +0,2 % sur les trois trimestres précédents, soutenue par un rebond de l'investissement public (+6,3 %). La consommation des ménages est restée stable. Le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance : les exportations progressent de 0,2 % tandis que les importations reculent de 0,3 %. L'inflation a ralenti à 2,4 %, un plus bas depuis 2021, même si l'inflation sous-jacente (+3,5 %) reste élevée. La RBA a donc maintenu son taux directeur à 4,35 % en décembre 2024. Le taux de chômage a légèrement augmenté à 4,0 %, reflétant le ralentissement du marché du travail.

La Nouvelle-Zélande est entrée en récession après un deuxième trimestre consécutif de contraction (-1 % après -1,1 %), conséquence du recul de la production manufacturière (-2,6 %) et de la construction (-2,8 %). La consommation privée a stagné, et le marché du travail s'est détérioré, avec un chômage en hausse à 5,1 %. L'inflation s'est stabilisée à 2,2 %, dans la fourchette cible de la RBNZ, qui a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire, abaissant son taux directeur à 4,25 % en novembre, après une baisse en octobre.

En Indonésie, la croissance a ralenti à 0,53 % au T4 2024, après +1,5 % au T3, en raison d'un net ralentissement de l'investissement (+2,44 % après +8,35 %). La consommation privée a progressé (+1,64 %), portée par les dépenses de fin d'année, tout comme les dépenses publiques (+38,58 %). L'inflation est restée faible (1,57 % en décembre), favorisant un assouplissement monétaire : après un maintien au T3 à 6,25 %, la banque centrale a abaissé son taux directeur à 6 % au T4 2024. Le chômage a reculé à 4,91 %, confirmant un marché du travail résilient.

Aux Fidji, la croissance a été révisée à la hausse à 3,8 % en 2024, portée par un afflux record de touristes (+5,7 %) et une dynamique robuste de la consommation. Les indicateurs d'activité (électricité +10,6 %) confirment cette tendance. L'inflation, en hausse à 1,3 %, reste maîtrisée (0,8 % en novembre). Le chômage devrait baisser à 4,4 % fin 2024, grâce à une hausse des recrutements. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %, dans un contexte de stabilité des prix.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank